

Gabon-Afrique du Sud/10e Sommet des /BRICS (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Russie)

Ali Bongo Ondimba depuis hier à Johannesburg

LLIM
Libreville/Gabon

À l'invitation de son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, est arrivé, hier, à Johannesburg, où il prend part, dès aujourd'hui, au 10e sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Placé sous le thème : "Les

BRICS en Afrique : collaboration pour une croissance inclusive et une prospérité partagée dans la 4e révolution industrielle", la rencontre de Johannesburg sera l'occasion pour Ali Bongo Ondimba, président en exercice de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEEAC), de présenter les opportunités d'investissement dont dispose la sous-région, et de plaider pour un partena-

riat entre la CEEAC et les BRICS, ensemble de pays émergents représentant 26% de la superficie de la planète, 42% de la population de la planète et 20% du PIB mondial. Le rendez-vous d'Afrique du Sud verra aussi la participation des présidents russe Vladimir Poutine, chinois Xi Jinping, brésilien Michel Temer, du Premier ministre indien Narendra Modi et de plusieurs autres chefs d'Etat et de gouver-



Photo : Gildas Roméo Mouniémou

nement du continent. En marge de ce sommet, le chef de l'Etat prendra également part à une grande réunion organisée par le "BRICS-leaders Africa Dialogue Forum Retreat".

Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba.

Contrôle effectif des agents publics à leurs postes de travail

Des listes d'émargement de présence dès août

J.K.M
Libreville/Gabon

À partir du mois prochain, les agents publics devront pointer.

FACE au manque de fiabilité des résultats obtenus lors de la récente opération de mise sous bons de caisse des agents publics en service dans la capitale gabonaise, le ministre de la Fonction publique, Ali Akbar Onanga Y'Obegue, a annoncé, hier, au cours de sa rencontre avec les représentants de la presse

nationale et internationale, "la mise en place, à compter de ce mois d'août, des listes d'émargement de présence dans tous les services publics", afin de s'assurer du "contrôle effectif, régulier et quotidien de la présence des agents publics à leurs postes". De manière concrète, "il s'agira, sur la base des listings mis à jour au cours de cette opération par les directeurs centraux des Ressources humaines, de faire tenir des listes de présence dans chaque service public de chaque ministère relevant de leur juridiction sur lesquelles chaque agent pu-

blic sera tenu d'émarger chaque jour. Ces listes seront retournées à la fin de la semaine aux services centraux du ministère de la Fonction publique qui procéderont à leur centralisation mensuelle, en vue de les confronter avec les attestations spéciales de présence et vérifier ainsi la véracité ou non des déclarations issues de cette opération", a-t-il déclaré. L'objectif étant, a-t-il précisé, "d'aboutir, in fine, par cette confrontation des données, à la vérification de la présence réelle, effective et physique de chaque agent public, en vue de l'assainissement définitif



Photo : F. M. Mombou

A compter du mois prochain, les agents publics devront pointer.

des fichiers de la Fonction publique et de la Solde. Accessoirement, cette centralisation nous permettra d'ob-

tenir des données plus fiables qui serviront de base de preuve aux sanctions administratives, pénales et les poursuites". De même, il a annoncé "la mise en service d'un numéro vert gratuit permettant à toute personne qui en a la preuve, de signaler les cas de personnes percevant la rémunération de l'Etat sans y avoir droit". Autant de dispositions qui, a-t-il martelé, "indiquent à tous et à chacun que le changement de paradigme prôné par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, n'est pas un vain mot, mais bel et bien une réalité concrète".

Législatives à venir/Opposition/A propos des dates

La "Plate-forme des 41" interpelle le CGE



Photo : Chris Oyame

Le président du RDP, Pépin Mongockodji (milieu), a lu la déclaration.

LLIM
Libreville/Gabon

AU cours d'une déclaration faite, hier après-midi, à son siège situé derrière la mairie du Haut de Gué-Gué dans le 1er arrondissement de Libreville, la "Plate-forme des 41" partis politiques de l'opposition est, par la voix du président du Rassemblement pour la démocratie et le progrès (RDP), Pépin Mongockodji, revenue sur les mesures gouvernementales visant la réduction du train de vie de l'Etat, tout comme les législatives à venir dont on ignore toujours la date. C'était en présence de quelques leaders

de ce regroupement politique. Sur ce dernier sujet, le porte-parole de la "Plate-forme des 41" a invité le Centre gabonais des élections (CGE) et le gouvernement à communiquer très rapidement la date des élections législatives, afin de "sortir le pays du flou entretenu et de la situation anticonstitutionnelle actuelle, avec un Parlement monocaméral". Il s'est également montré favorable à l'organisation des élections couplées au premier tour des législatives S'agissant de la réduction du train de vie de l'Etat, la "Plate-forme des 41", qualifie la mesure visant la réduction des salaires des

fonctionnaires civils de "discriminatoire". Car, selon ses membres, cette mesure exclut les agents des forces de défense et de sécurité, violant gravement le serment du président de la République, par lequel il déclarait qu'il sera "juste et

loyal envers tous". Et l'orateur de poursuivre : "Cette décision affecte gravement le panier de la ménagère et les équilibres familiaux, menaçant considérablement la cohésion sociale (...) ravive davantage le climat social en soulevant

un tollé général des organisations syndicales et des fonctionnaires civils de l'Etat"... La "Plate-forme des 41" a par ailleurs, suggéré "la diminution de l'équipe gouvernementale, la suppression de la Médiature

de la République, la délocalisation des agences rattachées à la présidence de la République, la suppression des agences non productives, la diversification de l'économie avec la création de nouveaux piliers de la croissance de notre écono-

ECLIPSE CROSS
Passez de l'ombre à la lumière!

à partir de **21.500.000 Fcfa TTC***
Garantie 3 ans ou 100.000 kilomètres, le premier terme offert. (*) Tarif en vigueur

cfao MOTORS

Libreville:
Tél: +241 05 18 24 87 / 05 18 25 87
B.P.: 2181 Zone Industrielle d'Oloumi
E-mail: cfaomotorsgabon@cfao.com
www.facebook.com/mitsubishi/gabon/

Port-Gentil:
B.P.: 344
Tél: +241 06 65 01 32 / 05 18 24 25

MITSUBISHI MOTORS
Drive your Ambition